

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : L'épineuse question du coton

Lorsque l'on parle de l'actuelle impasse du Cycle de Doha, la première question qui vient habituellement à l'esprit des observateurs commerciaux est le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement ou la demande des États-Unis pour de l'accès supplémentaire aux marchés industriels dans les pays en développement émergents. Souvent, la question du coton qui, selon ce qu'énonçait la Déclaration de Hong Kong de 2005, devait être traitée « de manière ambitieuse, rapide et spécifique », ne vient qu'ensuite. Pourtant, on n'a pas signalé que des progrès considérables ont été réalisés dans ce secteur des négociations sur l'agriculture. D'aucuns prétendent, et avec raison, que cette question est davantage politique que technique. Effectivement, une partie du problème réside dans le « moment » auquel des pourparlers sérieux sur cette question épineuse seront en fait abordés. Lors du cadre consultatif sur le coton du directeur général, qui s'est tenu le 7 juin, le Brésil, l'Inde et la Chine ont répété avec insistance qu'on ne parviendra pas à une issue heureuse du Cycle de Doha jusqu'à ce que le problème du coton soit réglé. Compte tenu des difficultés qu'on a constatées lorsqu'il a fallu trouver une solution au différend commercial entre le Brésil et les États-Unis, ces derniers préférant verser 147,3 millions de dollars par an au secteur du coton du Brésil au lieu de réformer les subventions annuelles moyennes de 3 milliards de dollars qu'ils versent à leur secteur, d'aucuns craignent que le Cycle puisse devoir attendre que les législateurs américains trouvent une solution compatible avec l'OMC à leurs subventions pour le coton, ce qui ne se produira probablement pas avant 2012, qui est une autre importante année électorale.

Les membres de l'APEC réitèrent leur soutien à Doha

La dernière d'une série de réunions mini-ministérielles commerciales avant le Sommet du G-20, qui se tiendra à Toronto les 26 et 27 juin, s'est terminée ce dimanche à Sapporo, au Japon. Les ministres du Commerce de la Coopération économique Asie-Pacifique y ont lancé un message plutôt timide à l'appui d'une conclusion rapide du Programme de Doha pour le développement vieux de neuf ans.

La réunion de cette année était davantage consacrée aux « objectifs de Bongor », comme il est convenu de les appeler, dont l'objet consiste à libéraliser le commerce et l'investissement d'ici 2010 pour les membres développés de l'APEC et 2020 pour les pays en développement de la coalition forte de 21 membres, qu'au Programme de Doha, bien que le directeur général, M. Pascal Lamy, y ait assisté.

Quoiqu'il en soit, pour ce qui est du PDD, les ministres du Commerce ont répété leur ferme engagement envers le système commercial multilatéral et leur détermination inébranlable à amener le Programme de Doha pour le développement à une conclusion heureuse dans le meilleur délai, mais sans proposer un échéancier pour le faire.

Une séance informelle du Comité des négociations commerciales est prévue pour le vendredi 11 juin, au cours de laquelle M. Lamy devrait informer l'ensemble des membres de la teneur de ses consultations ministérielles depuis la fin de la réunion consacrée au bilan de mars et demander leur orientation, avant de se rendre au Canada pour assister au Sommet du G-20, où selon des sources les dirigeants devraient tenir un déjeuner de travail sur les échanges.

Les pays de l'UE et de l'Amérique latine ratifient officiellement l'accord sur les bananes

Le 31 mai, l'UE et les onze pays d'Amérique latine (Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou et Venezuela) ont officiellement ratifié l'accord sur les bananes, dont la première réduction tarifaire est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2010. Aux termes de cet accord, le tarif des bananes est passé de 176 €/tonne à 148€/tonne.

Aux termes de l'accord, le tarif des bananes continuera sa spirale descendante graduelle jusqu'à parvenir à un tarif moindre de 132€/tonne en 2013, après quoi les réductions tarifaires subséquentes dépendront de la conclusion des modalités de Doha; si c'est le cas, les tarifs seront établis à 114€/tonne en 2017 ou atteindront ce palier deux années plus tard, soit en 2019, si on ne parvient pas à s'entendre sur les modalités d'ici 2013.



Prochains événements

- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges, 8 et 9 juin 2010, Paris
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 10 et 11 juin, 16 et 17 septembre, 18 et 19 novembre 2010
- Séance informelle du Comité des négociations commerciales, 11 juin 2010
- Sommet du G-20, 26 et 27 juin 2010, Toronto
- Consultations sur l'agriculture, 5 juillet 2010
- Conseil général, 29 et 30 juillet, 6 et 7 octobre, 14 et 15 décembre 2010
- Forum public de l'OMC, 15 au 17 septembre 2010
- Sommet du G-20, 11 et 12 novembre 2010, Séoul
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, 29 et 30 novembre 2010, Paris

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVÉS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada